

La révolution algérienne et la « guerre froide » (1954-1962) The Algerian Revolution and the 'Cold War': 1954-1962

Guy Pervillé

Volume 16, numéro 1, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701794ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/701794ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Pervillé, G. (1985). La révolution algérienne et la « guerre froide » (1954-1962). *Études internationales*, 16(1), 55-66. <https://doi.org/10.7202/701794ar>

Résumé de l'article

To the French military, still recovering from their defeat in Indochina, the Algerian war was but the final outcome of the "subversive war" carried out by international communism against the colonial empires of the "imperialistic" powers since 1920. The historical analysis does not corroborate this far too unilateral interpretation of the complex and ambiguous relations which existed between the communist and the nationalist movements of Algeria: the algerian FLN in the beginning was no less anticommunist than antinationalist. However, the strategic and diplomatic needs of its struggle against France led it to lean progressively towards the "socialist" States instead of the "imperialistic" West, thereby foregoing its initial neutralism. This has profoundly affected the paths taken by independent Algeria.

LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE ET LA « GUERRE FROIDE » (1954-1962)*

Guy PERVILLÉ**

ABSTRACT — *The Algerian Revolution and the 'Cold War': 1954-1962*

To the French military, still recovering from their defeat in Indochina, the Algerian war was but the final outcome of the "subversive war" carried out by international communism against the colonial empires of the "imperialistic" powers since 1920. The historical analysis does not corroborate this far too unilateral interpretation of the complex and ambiguous relations which existed between the communist and the nationalist movements of Algeria: the algerian FLN in the beginning was no less anticommunist than antinationalist. However, the strategic and diplomatic needs of its struggle against France led it to lean progressively towards the "socialist" States instead of the "imperialistic" West, thereby foregoing its initial neutralism. This has profoundly affected the paths taken by independent Algeria.

Les années 1954 à 1962, pendant lesquelles eut lieu la guerre d'Algérie (ou révolution algérienne) correspondent approximativement à la deuxième période de la « guerre froide », marquée par une rapide alternance de « détentes » et de tensions, mais sans conflit armé majeur entre l'Est et l'Ouest. Or, certains militaires français y ont vu un tel conflit; leur vision était fausse, mais elle sembla un moment sur le point de se réaliser. Pour comprendre ce paradoxe il convient de revenir sur le vaste et complexe problème des rapports entre le communisme et le nationalisme en Algérie¹. La nature même du sujet recommande un plan dialectique en trois parties: la thèse, l'antithèse, et la synthèse.

*

* *

La thèse est la théorie militaire française de la subversion. Ses auteurs définissaient la guerre subversive (ou guerre révolutionnaire) comme une agression étrangère camouflée en insurrection nationale ou en guerre civile. En effet, depuis

* Cet article en complète trois autres, publiés dans la revue franco-suisse *Relations internationales*: « La guerre subversive en Algérie; la théorie et les faits », *R.I.* 1975, n° 3, pp. 171-194; « Guerre étrangère et guerre civile en Algérie (1954-1962) », *R.I.* 1978, n° 14, pp. 171-196; « L'insertion internationale du FLN algérien (1954-1962) », *R.I.* 1982, n° 31, pp. 373-386.

** Assistant en histoire contemporaine, U.E.R. des Lettres et des Sciences, Université de Limoges, France.

1. Cf. Emmanuel SIVAN, *Communisme et nationalisme en Algérie (1920-1962)*. Paris, Presses de la FNSP, 1976, 262 p., et Charles Robert AGERON, « Communisme et nationalisme », dans *l'Algérie algérienne de Napoléon III à de Gaulle*, Paris, Sindbad, 1980, pp. 219-238.

que le fait nucléaire a instauré l'équilibre de la terreur entre les deux super-grands, le seul moyen de conquérir un territoire, avec ses ressources et sa population, est d'y fomenter une prétendue « guerre de libération », par l'intermédiaire d'« hommes de paille » recrutés dans le pays à conquérir, en exploitant les oppositions ethniques, sociales ou idéologiques préexistantes. Leur tâche sera d'arracher la population visée à l'obédience du pouvoir établi et de l'embrigader dans la lutte contre celui-ci, au moyen du terrorisme et de la propagande. Ils pourront réussir, à condition de recevoir une aide effective de leurs maîtres étrangers, et si l'État agressé ne sait pas s'organiser rationnellement pour la défensive et pour la contre-attaque. En cas de succès, le nouvel État « libre et indépendant » sera un satellite docile de son « grand frère ». C'est l'URSS qui a inventé cette nouvelle forme de guerre et qui la met en oeuvre dans le monde entier, en accord ou en concurrence avec la Chine communiste.

Voilà en résumé ce qu'affirmait la théorie exposée de 1955 à 1960 dans de nombreux articles de la *Revue de défense nationale*, et de la *Revue militaire d'information*², enseignée à l'École militaire, notamment par le colonel Lacheroy de 1958 à 1961, et répétée depuis son désaveu officiel par les ouvrages du colonel en retraite Roger Trinquier³. Issue de l'expérience malheureuse de la première guerre d'Indochine (1946-1954), cette théorie se fondait sur des faits largement antérieurs : l'action « anti-impérialiste » de l'Internationale communiste, poursuivie de 1920 à 1935, et reprise de septembre 1939 à juin 1941.

On sait que dès 1920, après l'échec des révolutions communistes en Europe centrale, le Komintern s'était tourné vers les empires coloniaux (anglais et français au premier rang) pour affaiblir les grandes puissances « impérialistes ». Le congrès de Bakou avait appelé les peuples colonisés à la révolte, et le deuxième congrès de la Troisième Internationale imposé à tous les partis communistes (dans la 8^{ème} de ses 21 conditions d'adhésion), « de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole », etc. Lénine aurait alors écrit une phrase souvent citée par les « coloniaux » et par les militaires français, suivant laquelle le chemin de la révolution, de Moscou à Paris, passerait par Alger. En fait, cette 8^{ème} condition ne fut sérieusement appliquée par la section française de l'Internationale communiste (SFIC) qu'après la création, en septembre 1924, d'une « section coloniale » directement rattachée au Komintern⁴, laquelle mena sa première grande campagne contre la guerre du Rif (avril 1925 – mai 1926). C'est alors que le ministre des colonies Albert Sarraut prononça, à Constantine, une phrase restée célèbre : « Le communisme, voilà l'ennemi ».

Mais, cette action « anti-impérialiste », déjà très affaiblie par la ligne « classe contre classe » adoptée en 1928 (après la tragique rupture de la collaboration entre

2. Cf. La bibliographie de Claude DELMAS, *La guerre révolutionnaire*. Paris, PUF 1959 et 1965, « Que sais-je ? » n° 826 pp. 126-127.

3. *La guerre moderne*, Paris, la Table ronde, 1961, 197 p.; *Guerre, subversion, révolution*, Paris, Robert Laffont, 1968, 285 p. *La guerre*, Paris, Albin Michel 1980, 287 p.

4. Charles Robert AGERON, « Les communistes français devant la question algérienne (de 1921 à 1924), dans *Politiques coloniales au Maghreb*, Paris PUF 1972, pp. 179 à 215.

les nationalistes et les communistes en Chine), fut abandonnée à partir de 1935 par le Komintern et le parti communiste de France, en vertu du traité franco-soviétique et de la stratégie du Front populaire antifasciste. Momentanément reprise à la suite du pacte germano-soviétique d'août 1939, elle fut de nouveau abandonnée après l'invasion allemande du 22 juin 1941, dans l'intérêt de la grande alliance anti-nazie, et de l'unité nationale en France.

C'est après l'exclusion des communistes du gouvernement français (mai 1947) et la rupture définitive de la coopération entre les anciens alliés, que la stratégie adoptée par le nouveau « Kominform » en septembre 1947 reprit le soutien aux « mouvements de libération nationale », comme une arme susceptible d'affaiblir le « camp impérialiste » au profit du « camp socialiste ». La guerre d'Indochine commencée en décembre 1946, à la fois guerre d'indépendance et guerre révolutionnaire, s'inscrivait parfaitement dans cette stratégie. Les partis communistes français (PCF) et algérien (PCA) commencèrent alors à se rapprocher des nationalistes algériens: non seulement les fédéralistes de l'Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA), qu'ils soutenaient depuis juillet 1946, mais aussi les radicaux du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), partisans de l'indépendance totale. Des positions communes furent prises: contre l'inclusion de l'Algérie dans le pacte atlantique (avril 1949), contre la participation des soldats algériens à la guerre d'Indochine, contre la répression en Afrique du Nord. Bien avant le 1^{er} novembre 1954, les élus et les journaux « colonialistes » d'Algérie et leurs amis à Paris faisaient l'amalgame entre les partis communistes et nationalistes, pour en réclamer l'interdiction.

Si l'insurrection du 1^{er} novembre fut imputée surtout à l'Égypte et à la Ligue arabe, la complicité du PCA, du PCF et du « communisme international » fut très tôt incriminée par de nombreux responsables politiques et journalistes français. Toutefois, jusqu'en 1956 coexistèrent deux identifications du « Front de libération nationale » (FLN) et du régime nassérien: la première, exprimée notamment par Jacques Soustelle et par Guy Mollet, au nazisme; la seconde, au communisme. Mais, dans le courant de 1956, cette dernière supplanta la précédente. En effet, les indices convergents se multipliaient – soutien accordé au FLN par les États communistes d'Asie à la conférence de Bandoung (avril 1955), puis par ceux d'Europe à la X^{ème} session de l'ONU (septembre 1955); ventes d'armes soviétiques à l'Égypte, puis intervention menaçante de l'URSS à sa rescousse pendant la crise de Suez;

– multiples prises de position du PCF pour l'arrêt de la répression en Algérie, l'ouverture de négociations avec les « représentants authentiques du peuple algérien », contre l'envoi du contingent en Afrique du Nord, contre l'expédition de Suez;

– aide apportée à l'insurrection (surtout à partir de juin 1955) par le PCA (laquelle motiva son interdiction le 12 septembre 1955), création par celui-ci des « Combattants de la libération », puis intégration de leurs groupes à l'« Armée de libération nationale » (ALN) par l'accord PCA – FLN du 1^{er} juillet 1956...

Très tôt cette identification des deux mouvements s'imposa à l'opinion des Français d'Algérie et des cadres militaires. Parmi ces derniers, les anciens d'Indochine avaient médité les causes de leur défaite, et voulaient prendre leur revanche.

Ils étaient frappés par la ressemblance des méthodes employées par leurs adversaires anciens et nouveaux (que certains persistaient à appeler les « Viets »), et ils voyaient dans cette nouvelle guerre la suite de la précédente. La France avait perdu une bataille, elle ne devait pas perdre la suivante, qui risquait d'être la dernière. Cette interprétation arbitraire était un moyen de dramatiser le conflit en lui donnant un enjeu vital, afin de garantir à l'armée française l'appui sans réserve de la nation et de ses alliées. C'était aussi une tentative de retourner les sentiments religieux des Musulmans algériens contre les « rebelles » qui se prétendaient les « Moudjahidine » (combattants de la guerre sainte).

Les « 5^{ème} bureaux » d'action psychologique, créés en 1956 par le gouvernement de Guy Mollet, servirent à diffuser la nouvelle doctrine à tous les échelons. En décembre 1956, la nomination au commandement en chef en Algérie du général Salan (« le mandarin ») acheva de lui donner un caractère officiel. Les derniers gouvernements de la IV^{ème} République se prêtèrent à cette officialisation en dénonçant à l'envi le rôle des communistes, dans l'espoir d'obtenir l'appui total de l'OTAN et des États-Unis, mais sans mesurer le danger de la politisation de l'armée.

Après le 13 mai 1958 et le changement de régime, la doctrine de la guerre subversive conserva d'abord toute son autorité. Le général Challe, successeur de Salan, y croyait fermement, de même que le général Massu. De Gaulle n'y croyait pas, parce que sa philosophie de l'histoire postulait le primat des États et des nations sur les idéologies ; mais il évita longtemps de la contredire ouvertement, voire il la conforta en évoquant à plusieurs reprises « la dictature belliqueuse des communistes » qui ne manquerait pas de suivre la « sécession »⁵.

C'est en février 1960, après la « semaine des barricades », qu'elle fut pour la première fois désavouée : suppression des 5^{ème} bureaux, inculpation de leurs chefs à Alger les colonels Goussault et Gardes. Les discours du général de Gaulle sur l'Algérie algérienne et sur la décolonisation rompirent nettement avec les thèmes de la propagande militaire. Mais celle-ci conserva son crédit dans l'esprit de nombreux cadres de l'armée jusqu'à l'épuration qui suivit l'échec du « putsch » des généraux (avril 1961). Et les activistes du Front de l'Algérie Française (FAF), puis de l'Organisation armée secrète (OAS), continuèrent d'y puiser leur credo.

En effet, l'argumentation reposait sur deux affirmations plausibles. D'abord, que le slogan d'indépendance de l'Algérie était une invention de l'Internationale communiste. C'était exact, à condition de négliger les revendications sans effet présentées à la conférence des peuples opprimés de Lausanne, en 1916, par un comité algéro-tunisien collaborant avec les Turcs et les Allemands, ainsi que les mémoires vainement adressées à la conférence de la paix à Paris, en janvier 1919 par le même comité, puis en mai, par le capitaine Khaled, petit-fils de l'émir Abdel-Kader, qui demanda au président Wilson l'auto-détermination de l'Algérie sous l'égide de la Société des Nations⁶.

5. Discours du 16 septembre 1959. *Discours et messages*, t. 3. Paris, Plon 1970, p. 121.

6. Document retrouvé à Washington par Claude Paillat, et publié par C.R. AGERON, *Revue d'histoire maghrébine*, Tunis, n° 19-20, juillet 1980, pp. 199-209.

D'autre part et surtout, le mouvement national algérien était lui-même une création du parti communiste de France. En effet, c'était l'Union intercoloniale, filiale de la SFIC, qui avait fondé à Paris en 1926 l'Étoile Nord Africaine, première organisation nationaliste dont la direction comptait une majorité de militants communistes, notamment le président Abdelkader Hadj-Ali, et le secrétaire général Messali Hadj⁷. Elle fut remplacée en 1937 par le Parti du Peuple Algérien (PPA), lequel donna naissance au MTLN en 1946, d'où sortirent le FLN et son frère ennemi le « Mouvement national algérien » (MNA) messaliste, incarnations successives du nationalisme révolutionnaire algérien.

On pouvait donc admettre que celui-ci aurait retenu de son origine une empreinte « marxiste », sur le double plan de l'organisation (parti de « révolutionnaires professionnels » pratiquant le « centralisme démocratique » et aspirant au rôle de parti unique); et de l'idéologie (importance du concept d'« impérialisme » pour expliquer le colonialisme comme une manifestation du capitalisme occidental). Observons simplement qu'il ne s'agissait pas de « marxisme » au sens strict, mais pour l'organisation, de léninisme, et pour l'idéologie, d'un « nationalisme marxisant », suivant l'expression de Maxime Rodinson⁸. En effet, ce nationalisme ignorait la lutte des classes à l'intérieur du « peuple algérien », pour en transposer le schéma entre les nations, « prolétaires » et nanties. Par là, cette idéologie « populiste » s'apparentait au « sultangaliévisme », déviation nationaliste des communistes musulmans soviétiques⁹, sinon au fascisme.

Ces réserves faites, on conçoit les conséquences logiques de ces prémisses. Même si le PCA ne dirigeait pas le FLN (dont il restait volontairement distinct), la victoire de celui-ci entraînerait l'établissement d'un régime totalitaire, foncièrement hostile aux intérêts et aux idéaux occidentaux. Après quoi, l'organisation et la dialectique marxistes-léninistes ne manqueraient pas, pensait-on, de prendre le dessus...

*

* *

Mais la théorie de la subversion ignorait certaines données fondamentales du problème algérien, notamment la rivalité constante du nationalisme et du communisme en Algérie. En effet, si les deux mouvements y avaient la même origine, il s'agissait de frères ennemis. Très tôt, leurs rapports étaient devenus et restés conflictuels¹⁰.

Ce fut Messali Hadj qui fit adopter par l'Étoile Nord Africaine la revendication de l'indépendance de l'Algérie, et qui la présenta au congrès de Bruxelles de la « Ligue anti-impérialiste » en février 1927. Mais il fut mal récompensé de son zèle par la privation de son emploi de permanent du parti communiste. Ayant quitté

7. Voir les *Mémoires de Messali Hadj*, Paris, Jean-Claude Lattès 1982, 319 p., et Benjamin STORA, *Messali Hadj* (1898-1974), Paris, le Sycomore, 1982, 299 p.

8. Cf. C.R. AGERON « L'Étoile nord-africaine et le modèle communiste, éléments d'une enquête comparative », *Cahiers de Tunisie* tome XXIX, avril 1983, n° 117-118, pp. 199-236.

9. Cf. Hélène CARRÈRE d'ENCAUSSE et Stuart SCHRAM, *Le marxisme et l'Asie*, Paris, Armand Colin 1965, pp. 48-58 et 223-253.

10. SIVAN, AGERON, STORA et Hadj MESSALI, *op. cit.*

celui-ci, il reprit en main l'Étoile et en fit une organisation indépendante de tout autre parti par les nouveaux statuts qu'elle adopta en 1928. Le parti communiste tenta d'exploiter toutes les difficultés qui l'assaillirent à partir de 1929 (dissolution et poursuites) pour tenter de la reconstituer sous son contrôle, mais en vain. Après une réconciliation apparente en 1934 (due à l'action personnelle d'André Ferrat, alors chef de la section coloniale de la SFIC), une rupture définitive survint en 1936 quand l'Étoile refusa d'abandonner la revendication d'indépendance pour se rallier à la Charte du Congrès musulman, et au projet de loi assimilationniste Blum-Viollette. Le parti communiste accusa l'Étoile de faire le jeu du fascisme, approuva sa dissolution en janvier 1937; puis il accusa le PPA d'être l'homologue du Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot...

Après de pénibles retrouvailles en prison de 1939 à 1943, les deux mouvements se séparèrent de nouveau quand le PCA, guidé par le PCF, se prononça pour l'ordonnance du 7 mars 1944, qui inaugurerait une nouvelle politique d'assimilation, condamna les insurgés nationalistes du 8 mai 1945 en les qualifiant de « provocateurs hitlériens », et approuva la répression à laquelle participèrent des communistes, avant d'en condamner les excès...

Dans ces conditions, en dépit des offres de rapprochement qu'il multiplia après son échec électoral de juin 1946, et de ses efforts d'arabisation de ses cadres, le PCA ne réussit pas à dissiper la profonde méfiance des nationalistes, particulièrement celle des militants du PPA-MTLD, son rival le plus direct par son recrutement populaire. En 1956, le FLN exigea, en vain, l'auto-dissolution du PCA, refusa de rendre publics les accords conclus avec lui, et nia sa participation à la révolution en tant que parti distinct dans la « Plate-forme » du congrès de la Soummam¹¹. Comble d'ironie, le gouvernement algérien lui refusa sa reconnaissance légale après l'indépendance, au nom de l'unicité du parti révolutionnaire d'avant garde! Quant au PCF, le FLN lui reprocha souvent et sévèrement (particulièrement de 1956 à 1958) sa trop grande prudence dans la lutte pour la « paix en Algérie », et sa lenteur à reconnaître clairement le droit du peuple algérien à l'indépendance¹².

L'inconstance des positions communistes envers le nationalisme algérien s'expliquait par des causes profondes. Par son origine et par son recrutement, le PCA n'était pas vraiment « algérien », au sens nationaliste du terme, bien que la politique d'« arabisation » relancée en juillet 1946 en eût fait un parti mixte¹³. De plus, il restait dépendant du PCF, et à travers lui de l'URSS, organiquement et idéologiquement. Comme celui-ci, il subordonnait sa politique aux intérêts de la révolution en France, et du camp socialiste dans le monde. Or, l'anti-impérialisme

11. Texte dans *El Moudjahid* n° 4 (numéro spécial), réédition de Belgrade, t. 1, pp. 61-73; reproduit par Yves COURRIÈRE, *La guerre d'Algérie*, t. 2, *Le temps des léopards*, Paris, Fayard 1969, pp. 578-604; et par Philippe TRIPIER, *Autopsie de la guerre d'Algérie*, Paris, Éditions France-Empire, 1972, pp. 571-601.

12. « Les intellectuels et les démocrates français devant la révolution algérienne », *El Moudjahid* n° 13, 14 et 15 (réédition t. 1, pp. 249-251), « Le parti communiste français face à la révolution algérienne », *Ibid.* n° 21 et 22, réédition t. 1, pp. 401-422 et 425-427.

13. Cf. SIVAN, *op. cit.*, pp. 162-175 et 206-227, qui compte de 6,000 à 7,000 musulmans sur 12,000 à 15,000 adhérents du PCA entre 1950 et 1954 (pour 25,000 au MTLD).

communiste n'était qu'une arme visant à affaiblir les puissances capitalistes ennemies de l'URSS en disloquant leurs empires coloniaux. Mais cet impératif s'effaçait quand la France devenait l'alliée de la « patrie du socialisme ». Il fallait alors consolider l'empire français en « Union française », comme l'Union soviétique avait consolidé l'ancien empire russe. Maurice Thorez appliquait à l'Algérie la politique soviétique des nationalités en préconisant « l'union libre » du peuple algérien avec le peuple de France, et en précisant que « le droit au divorce n'est pas l'obligation de divorcer ». Il ajournait en fait ce droit à l'autodétermination en définissant l'Algérie, « nation en formation dans le creuset de vingt races »¹⁴. Au fond, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne pouvait être un principe absolu pour le marxisme-léninisme, qui fait de la lutte des classes le seul moteur de l'histoire. Les nationalismes n'étaient que des moyens – ou des obstacles – sur la voie de la révolution mondiale¹⁵. Certains devaient être soutenus, d'autres combattus, et les mêmes pouvaient passer d'une catégorie à l'autre, en fonction des circonstances.

Les nationalistes algériens étaient bien conscients du caractère circonstanciel du rapprochement désiré par le PCA et le PCF, auquel ils se prêtèrent pour des raisons également circonstancielles. Ce furent d'ailleurs les communistes qui se rapprochèrent des positions nationalistes, plutôt que l'inverse. Concessions apparentes des nationalistes, la dénonciation de l'alliance atlantique et celle de la guerre d'Indochine s'expliquaient par des motivations anticolonialistes : refus de se laisser mobiliser une nouvelle fois pour une cause étrangère à celle du peuple algérien, et de participer à des guerres coloniales dirigées contre l'indépendance d'autres peuples.

L'anti-colonialisme et la méfiance envers les communistes conduisaient logiquement au neutralisme. Telle fut bien la stratégie initiale du FLN : rechercher tous les appuis extérieurs possibles, sans exclusive ni inféodation. La proclamation du 1^{er} novembre 1954 annonçait comme « objectifs extérieurs : 1^o internationalisation du problème algérien ; 2^o unité nord-africaine dans son cadre naturel arabo-musulman ; 3^o dans le cadre de la Charte des Nations Unies, affermisement de notre sympathie agissante à l'égard de toutes nations qui appuieraient notre lutte libératrice »¹⁶. Deux ans plus tard, la « Plate-forme » du congrès de la Soummam déclarait : « La Révolution algérienne, malgré les calomnies de la propagande colonialiste, est un combat patriotique, dont la base est incontestablement de caractère national, politique et social. Elle n'est inféodée ni au Caire, ni à Londres, ni à Moscou, ni à Washington. Elle s'inscrit dans le cours normal de l'évolution historique de l'humanité, qui n'admet plus l'existence de nations captives ».

En effet, les relations du FLN avec tous les États qui l'ont aidé ont prouvé sa ferme volonté d'indépendance. Il ne serait pas moins absurde d'en faire un fantôme

14. Discours de Maurice Thorez à Alger, le 11 février 1939. Cité par Sivan, *op. cit.*, pp. 110-111.

15. Cf. Miklos MOLNAR, *Marx, Engels et la politique internationale*. Paris, Gallimard, Collection Idées, 1975, 385 p.

16. Texte reproduit dans Y. COURRIÈRE, *op. cit.* t. 1, *Les fils de la Toussaint*, Fayard 1968, pp. 443-446 ; Ph. TRIPIER, *op. cit.*, pp. 567-570 ; Henri ALLEG, *La guerre d'Algérie*, Paris, Temps actuels, 1981, t. 3, pp. 508-510 ; et Mohammed HARBI, *Les Archives de la révolution algérienne*, Paris, Éditions Jeune Afrique, 1981, pp. 101-103.

du Caire ou de Moscou que de présenter de Gaulle comme une créature de Churchill. De plus, le recrutement du FLN-ALN était et est resté presque entièrement national (en dépit d'appels tardifs et symboliques à des volontaires arabes, africains et asiatiques). Il n'avait pas besoin d'interprètes pour communiquer avec la population dont il était issu, contrairement à l'armée française, composée en majorité de troupes étrangères au pays. Le caractère national de l'insurrection – sinon sa représentativité – ne peut être sérieusement contesté.

*

* *

Néanmoins, la théorie de la subversion comportait une faible part de vérité, qui s'est accrue progressivement au cours de la guerre. On observe en effet un infléchissement, en plusieurs étapes, du neutralisme initial vers une attitude plus favorable au « camp socialiste » qu'à l'Occident « impérialiste ».

Au départ, le FLN avait opté pour un neutralisme strict, comptant sur la solidarité de ses « alliés naturels » maghrébins, arabes et musulmans, et sur l'anticolonialisme des pays afro-asiatiques. Mais il ne songeait pas à utiliser la « guerre froide », momentanément apaisée depuis la fin des guerres de Corée et d'Indochine. En effet, remarquait la proclamation du 1^{er} novembre, « sous les aspects extérieurs, le climat de détente est favorable pour le règlement des problèmes mineurs, dont le nôtre, avec surtout l'appui diplomatique de nos frères arabo-musulmans ». Pendant les deux premières années, la conférence de Bandoung et le groupe afro-asiatique de l'ONU furent les principaux cadres de l'action diplomatique du FLN, dont les seuls bureaux permanents se trouvaient dans les capitales arabes ou islamiques, et à New-York. En 1956, la délégation extérieure du Front espérait atteindre son but par la négociation avec la France, grâce à la médiation de la Tunisie et du Maroc, et en accord avec l'Égypte. Plus intransigente sur les conditions d'un cessez-le-feu, la « Plate-forme » du congrès de la Soummam n'accordait pas un rôle plus important aux pays de l'Est.

Ce fut après la rupture des négociations avec la France et l'échec de son expédition à Suez que le FLN se résolut à utiliser la rivalité des deux grands pour la contraindre à céder en Algérie. Il s'agissait pour lui de faire des ouvertures suffisantes au camp socialiste pour inciter les États-Unis à faire pression sur leur alliée, avec le concours de la Tunisie et du Maroc, soucieux de prévenir la contagion du nasérisme, fourrier de l'influence soviétique. En 1957, le FLN commença de recourir aux armes et aux instructeurs militaires des pays de l'Est, par l'intermédiaire de l'Égypte, de la Syrie, et de la Yougoslavie. La participation de l'URSS à la conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques au Caire (décembre 1957), puis la capture du navire yougoslave « Slovenija » chargé d'armes tchèques (janvier 1958), manifestèrent cette collaboration. En même temps le FLN, approuvant la fourniture d'armes anglo-américaines à la Tunisie, dénonçait l'aide accordée à la France par les États-Unis et par les pays de l'OTAN, contrairement à leurs principes. Après le bombardement de Sakiet – Sidi. Youssef (8 février 1958), *El Moudjahid* (organe centre du FLN algérien), dénonça publiquement « les responsabilités de l'Occident » qui, au lieu d'amener la France à reconsidérer sa politique, « s'est conduit en complice du colonialisme français, ne lui ménageant ni son appui diplomatique, ni son aide militaire et financière ». Il déclarait le peuple algérien

« fondé à assimiler de plus en plus l'Occident au colonialisme français, et à rejeter sur lui autant que sur la France la responsabilité de la guerre qui ensanglante l'Afrique du Nord »¹⁷. Il menaçait, en termes feutrés, de solliciter une intervention du bloc oriental, si l'Occident laissait passer cette « dernière chance » de régler le fond du problème algérien¹⁸. Il salua la démarche diplomatique effectuée par l'ambassadeur soviétique à Paris, Vinogradov, parallèlement aux « bons offices » anglo-américains. Mais la chute du gouvernement Gaillard et celle de la IV^{ème} République après le 13 mai 1958, firent échouer ce premier « chantage à l'Est ».

En effet, le retour au pouvoir du général de Gaulle rendit la France moins vulnérable aux pressions de ses alliés. Les anglo-Américains renoncèrent donc à leurs « bons offices », et s'occupèrent d'arrêter l'expansion du nassérisme et de l'influence soviétique au Proche-Orient. En septembre 1959, le président Eisenhower obtint aisément du général de Gaulle une initiative pour l'ONU, parce que ce dernier avait déjà décidé de proclamer sa politique d'autodétermination. En janvier 1961, l'avènement du président Kennedy, connu depuis juillet 1957 comme partisan de l'indépendance de l'Algérie, n'entraîna aucune pression supplémentaire sur le gouvernement français, déjà résolu à négocier avec le « Gouvernement provisoire de la République algérienne » (GPRA).

Dès l'été 1958, le FLN avait renoncé à l'espoir d'une intervention occidentale décisive, et résolu de se tourner davantage vers l'Est. Après la révolution irakienne du 14 juillet 1958, il condamna fermement l'intervention anglo-américaine au Liban, en Jordanie et en Libye, et dénonça le « néo-colonialisme » des États-Unis « fourrier du colonialisme et de la réaction », « puissance impérialiste par excellence »¹⁹. Traduisant le point de vue des combattants (« Plutôt combattre avec des armes orientales que mourir avec des armes occidentales »), les colonels membres du Comité de coordination et d'exécution (CCE), se prononcèrent pour un recours accru à l'aide militaire de l'Est, en dépit des craintes d'isolement à l'Ouest exprimées par Ferhat Abbas²⁰.

Mais leur attente fut alors déçue par l'attitude de l'URSS et de ses satellites, qui refusèrent de reconnaître le GPRA proclamé le 19 septembre 1958, et se contentèrent d'une aide humanitaire et discrète, afin d'inciter de Gaulle à s'éloigner de l'OTAN. Un an plus tard, Nikita Khrouchtchev approuva le discours sur l'autodétermination. Au début de 1960, avant son voyage officiel en France, il aurait demandé à visiter le Sahara!...

Cette ouverture à l'Est obtint un seul grand succès, auprès des États communistes d'Asie (Chine, Corée et Vietnam du Nord, Mongolie extérieure) qui reconnurent le GPRA sans délai. La Chine lui promit une aide militaire illimitée et sans condition (sinon, celle de s'en servir).

17. *El Moudjahid* n° 18, 15 février 1958, réédition t. 1, pp. 316-337.

18. *El Moudjahid* n° 19, 28 février 1958 et n° 20, 15 mars 1958, réédition t. 1, pp. 338-360 et pp. 361-385.

19. *El Moudjahid* n° 27, 22 juillet 1958, réédition t. 1, pp. 529-539.

20. Rapports des colonels Quarane et Krim et de Ferhat Abbas, dans Harbi, *Archives...* pp. 189 à 193, 194 à 201, 201 à 209.

Après le discours de de Gaulle sur l'autodétermination le 16 septembre 1959, le Conseil national de la Révolution algérienne (CNRA), réuni à Tripoli de décembre 1959 à janvier 1960, définit une nouvelle stratégie et désigna pour l'appliquer un nouveau GPRA. Le ministère des Affaires étrangères, réorganisé par Krim Belkacem, s'employa à renforcer les pressions exercées sur l'Occident par les pays d'Afrique, d'Asie, et de l'Est (notamment en faisant appel à des « volontaires » pour dramatiser le conflit)²¹. Puis, après l'échec des conversations de Melun (fin juin 1960), le GPRA relança ses avances au bloc soviétique, en dénonçant officiellement l'inclusion de l'Algérie dans le pacte atlantique en septembre 1960²². Grâce au regain de tension entre l'Est et l'Ouest consécutif à l'échec de la conférence au sommet de Paris, et à l'aggravation de la rivalité sino-soviétique, il obtint en octobre 1960 la reconnaissance *de facto* par l'URSS, et la promesse d'une aide financière et matérielle analogue à celle de la Chine. La Tchécoslovaquie, la Bulgarie et les autres pays de l'Est s'engagèrent dans la même voie, et l'ouverture des négociations outre la France et le GPRA multiplia les reconnaissances de celui-ci²³. La nouvelle crise de Berlin ouverte pendant l'été 1961 renforça la position du FLN en décidant le général de Gaulle à accélérer le regroupement et la modernisation de son armée en Europe. Mais quand éclata la crise de Cuba en octobre 1962, l'Algérie indépendante dirigée par Ahmed Ben Bella prit parti pour Cuba et pour l'URSS aussi nettement que de Gaulle pour les États-Unis, tout en continuant à se réclamer de non-alignement.

Ainsi, la stratégie du FLN a-t-elle évolué entre deux limites, que l'on pourrait qualifier sommairement de « bourguibisme » et de « castrisme », mais sans jamais se confondre avec l'une ou l'autre.

Que cette évolution lui ait profité semble évidente. L'appui, même intéressé, d'une ou deux très grandes puissances est plus efficace que la solidarité des « damnés de la terre ». Les aides reçues de l'extérieur ont permis au FLN-ALN de se maintenir, même quand déclina son contrôle sur la population algérienne à l'intérieur, et d'entretenir une constante pression diplomatique et militaire sur la France. Il serait très intéressant de pouvoir dresser un bilan de ses ressources²⁴, en distinguant les contributions des Algériens et les apports extérieurs, venus de l'Est, de l'Ouest et des pays afro-asiatiques, sous forme d'achats, de prêts ou de dons, en argent, en nature, ou en matériel. Nous ne savons pas si la part des pays socialistes serait supérieure à celle des non-alignés ; mais il va de soi qu'elle a dépassé celle des pays occidentaux, dissuadés de toute aide officielle par leur alliance avec la France.

Le FLN aurait-il gagné à s'engager plus vite et plus loin dans la voie du rapprochement avec l'Est ? C'est ce que pensaient en 1960 bon nombre de ses cadres, pour qui le « chantage verbal » menaçant l'Ouest d'une alliance totale avec l'Est ne pouvait se prolonger trop longtemps sans « rendre précaires nos alliances

21. Sur l'orientation fixée par le CNRA de Tripoli, voir les réponses de Ben Tobbal aux questions des militants (mars 1960), *Archives...* pp. 295-297, et le rapport de Krim, *Ibid.* pp. 394-404.

22. Cf. Le texte du memorandum dans *El Moudjahid* n° 79, 25 septembre 1960, réédition t. 2, pp. 220-224.

23. Sur les relations du GPRA avec les pays socialistes, voir *Archives...* pp. 487-532.

24. TRIPIER, (*op. cit.* pp. 463-465) donne quelques indications sur le budget du GPRA.

communistes et illusoirs nos pressions sur l'Occident ». C'était l'avis, non seulement de militants marxisants tels que Mohammed Harbi, mais de hauts responsables comme le ministre Belkacem Krim²⁵, et le président du GPRA Ferhat Abbas (pourtant réputé pour sa modération). Celui-ci proposait en août 1960, (après l'échec de Melun), de renoncer à un neutralisme inefficace pour insérer la révolution algérienne dans la « guerre froide » renaissante, en sollicitant l'intervention des pays socialistes (et même le soutien du PCF). « Dans la conjoncture actuelle », écrivait-il, « il apparaît que seule l'insertion de la guerre d'Algérie dans la guerre froide par l'appui entier des pays socialistes pourrait constituer l'élément déterminant recherché ». En effet, « la guerre froide est une situation internationale qui nous est plus favorable que la coexistence pacifique » observait-il, contrairement à l'analyse de la proclamation du 1^{er} novembre 1954. Mais cette mutation de la guerre entraînait des risques : « les gouvernements tunisien et marocain devront être mis en face de leurs responsabilités : ou bien ils acceptent de marcher avec nous et la tactique sera envisagée en commun, ou bien ils refusent et nous devons passer outre quelles que soient les conséquences »²⁶.

L'expérience ultérieure de l'OLP, chassée de ses bases en Jordanie et au Liban, permet de mesurer la gravité des risques inhérents à cette stratégie, sans verser dans la politique-fiction rétrospective. Une rupture avec les gouvernements tunisiens et marocains (à supposer qu'ils n'eussent pas été renversés par des mouvements favorables à l'unité maghrébine autour du FLN) aurait pu entraîner la perte des indispensables bases extérieures de l'ALN. L'alignement de la révolution algérienne sur le camp socialiste aurait pu conforter, à défaut de l'intégration dont la France ne voulait plus, la solution « bao-daïste » de l'Algérie algérienne sans le FLN, envisagée par de Gaulle à la fin de 1960, et lui valoir une aide militaire accrue des États-Unis. Le GPRA eut sans doute raison de ne pas abandonner son neutralisme initial. Quoi qu'il en soit, l'ouverture et la difficile progression des négociations avec la France lui épargnèrent ce dilemme.

Peut-être la conséquence la plus importante de cette évolution fut-elle son influence durable sur l'idéologie algérienne. Alors que les dirigeants du FLN conservèrent jusqu'au bout leur méfiance envers le PCA, le déséquilibre croissant de ses alliances au profit des États socialistes renforça l'attraction de leurs modèles institutionnels. Les statuts du FLN adoptés par le CNRA en janvier 1960 en firent un parti dirigeant d'avant-garde, implicitement unique, et destiné à conduire une révolution sociale après l'indépendance. Le « programme de Tripoli » soumis au CNRA en mai 1962 confirma cette vocation et définit la révolution « socialiste » projetée ; il fut adopté à l'unanimité, bien que Ferhat Abbas y eût vu du « communisme mal digéré ». Le contre-projet de la Fédération de France du FLN d'où vint la référence explicite au « socialisme ») suivait d'encore plus près les modèles soviétique et cubain²⁷.

25. Cf. Les rapports de Mohammed HARBI (mars 1960) et de son supérieur Belkacem KRIM (été 1961) dans *Archives...*, pp. 389-391 et 394-404.

26. Rapport de Ferhat Abbas, 4 août 1960, dans *Archives...* pp. 303-308.

27. Institutions provisoires de l'État algérien et Statuts du FLN dans TRIPIER, *op. cit.* pp. 602-610. Programme de Tripoli dans l'*Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1962, Paris, Éditions du CNRS, pp. 683-704. Cf. HARBI, *Le FLN, mirage et réalité*, Paris, Éditions Jeune Afrique, 1980, pp. 251-255 et 330-337.

Plus profondément, la dénonciation de « l'impérialisme » occidental a disposé les jeunes militants et intellectuels algériens à adopter la vision du monde marxiste-léniniste. Si « l'impérialisme » est le « stade suprême du capitalisme », il est naturel que les pays socialistes soient « les seuls défenseurs permanents et efficaces des petites nations et des peuples opprimés »²⁸. Moins naïfs, les dirigeants de la révolution n'étaient pas dupes des ambiguïtés et des variations de la politique soviétique; de même qu'ils ne pouvaient ignorer les répressions « socialistes » des insurrections nationales hongroise (en 1956) et tibétaine (en 1959). Mais la nécessité de ménager leurs puissants alliés, contraire aux exigences d'un anti-impérialisme rigoureux, leur interdisait de les dénoncer.

Ainsi l'Algérie indépendante est-elle devenue, selon l'expression de Kateb Yacine, « ce pays d'Islam où Lénine est chez lui », phénomène *sui generis* que n'ont pas prévu les théoriciens de la guerre subversive. Où va l'Algérie? Vers la lutte des classes, répondent les intellectuels algériens qui ont analysé le processus de la révolution algérienne²⁹. Mais les mouvements marxistes n'ont guère réussi jusqu'à présent dans les pays arabes ou musulmans, et l'Islam – on l'a vu ailleurs – n'a pas dit son dernier mot.

28. *El Moudjahid* n° 19, réédition t. 1, p. 344.

29. M. HARBI, *Le FLN*, op. cit. 446 p.; Slimane CHIKH, *L'Algérie en armes*, Alger, OPU et Paris, Économica, 1981, 511 p.; Mohammed TEGUIA, *l'Algérie en guerre*, Alger, OPU, 1981, 786 p.